

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-24-113 de mise en demeure

Société FLEX N GATE à MARINES

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 autorisant la société FLEX N GATE à exploiter des installations sur le territoire de la commune de MARINES – Zone d'Activités Les Carreaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu le rapport du 27 juin 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 15 mai 2024 sur le site exploité par la société FLEX N GATE ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 27 juin 2024 adressé à la société FLEX N GATE lui transmettant le rapport du 27 juin 2024 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société FLEX N GATE s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 14 septembre 2023 a permis de constater que selon le Plan de Gestion des Solvants, l'exploitant ne s'est pas conformé aux valeurs limites d'émissions sur les émissions diffuses décrites à l'article 4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 ;

Considérant que le manquement précité constitue une non-conformité à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que cette non-conformité est de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société FLEX N GATE ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTÉ

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société FLEX N GATE implantée sur le territoire de la commune de MARINES – Zone d'Activités Les Carreaux, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 précité.

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de MARINES sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

21 AOUT 2024

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale
Laetitia DECAR-GIORDANI